

Vers une victoire du Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan en Turquie ?

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

52 758 907 électeurs turcs (dont 2 568 977 résidant à l'étranger) sont appelés aux urnes le 12 juin pour renouveler les 550 membres de la Grande Assemblée nationale, chambre unique du Parlement. 7 492 personnes au total issues de 15 partis politiques se présentent à ce scrutin, 203 sont des candidats indépendants. La loi électorale votée en 2010 a modifié la législation turque désormais davantage en accord avec les normes européennes. Le seuil d'éligibilité a été abaissé de 5 ans et s'établit désormais à 25 ans. La loi oblige à un renouvellement du matériel électoral : les urnes seront faites en plastique transparent et non plus en bois, les enveloppes auront un nouveau format, les isolements seront fabriqués de façon à ce que la personne qui est à l'intérieur ne puisse être vue. Le vote est obligatoire en Turquie.

Le Conseil suprême des élections, présidé par Ali Em, a refusé que les Turcs vivant à l'étranger soient autorisés à voter dans leur pays de résidence, une décision que le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan (AKP) a vivement critiquée. « C'est une gifle au droit de vote de nos citoyens » a-t-il souligné. 1,3 million de Turcs vivent en Allemagne, 1,2 million en France et en Belgique. Environ 10% d'entre eux se rendent en Turquie pour accomplir leur devoir civique.

Comme l'exige l'article 114 de la Constitution, les ministres de la Justice, Sadullah Ergin, de l'Intérieur, Besir Atalay, et des Transports, Binali Yildirim, ont démissionné de leurs postes quelques semaines avant le scrutin afin qu'il se déroule dans un climat neutre.

Après 9 années de pouvoir, où en est l'AKP ?

Politiquement, la Turquie est un pays divisé socialement et régionalement. On l'observe à chaque élection et encore lors du référendum sur la réforme de la Constitution du 12 septembre 2010.

Au niveau régional, les côtes sud et ouest du pays sont les fiefs du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP). Elles ont ainsi majoritairement rejeté la réforme constitutionnelle. Le CHP séduit les classes moyennes urbaines des plus grandes villes comme Ankara et Istanbul qui voit dans l'AKP une menace sur leur mode de vie occidental. Ces électeurs reprochent son autoritarisme au parti de Recep Tayyip Erdogan qu'ils accusent souvent d'implication dans la corruption.

L'AKP domine en Anatolie centrale, région traditionnellement conservatrice et religieuse qui s'est en partie

détournée du Parti de l'action nationale. L'AKP est bien implanté auprès des classes moyennes rurales ou celles résidant dans des villes moyennes mais doit impérativement parvenir à regagner le soutien de celles des grandes villes. Enfin, l'AKP a prévu une action particulière à destination des plus jeunes votants : 2 millions de primo-électeurs se rendront aux urnes pour la première fois le 12 juin prochain.

La carte économique constitue l'atout majeur de l'AKP : accroissement du PNB du pays de 31% (230 milliards de livres turques, (102 milliards €) il y a 9 ans, 730 milliards – 324 milliards € actuellement), hausse du revenu par habitant passé de 3 000 à 10 000 \$ en 9 ans, croissance du PIB du pays de 8,9% l'an passé et 7% en moyenne entre 2003 et 2007), multiplication par 3 des investissements durant la même période (de 59 milliards de livres – 26 milliards € – en 2002 à 161 milliards en 2009 – 71,5 milliards € – en dépit de la crise

économique internationale), baisse de l'inflation de 30% à 6,4% et réduction de la dette nationale (passée de 23,5% à 5,5% selon le FMI). Le chômage qui avait dépassé 14% de la population active en 2009 à la suite de la crise économique internationale a baissé et s'établit désormais autour de 11%.

Husnu Ozyegin, 2e homme le plus riche de Turquie, s'est réjoui fin avril du succès économique de son pays et notamment du fait que le déficit budgétaire et l'inflation soient sous contrôle.

L'AKP peut également s'enorgueillir d'avoir accru l'importance d'Ankara sur la scène internationale comme on a pu le constater très récemment avec les révolutions dans les pays arabes. Synthèse réussie de la démocratie et de l'islam, la Turquie a en effet souvent été citée en exemple pour sa démocratie et ses succès économiques. « Un modèle, c'est trop, un exemple peut-être » a déclaré le président de la République Abdullah Gül le 3 mars lors d'une visite en Egypte.

Selon les chiffres du parti, un électeur sur dix, soit 5 165 000 personnes, sont membres de l'AKP. Plusieurs sont présents aux postes clefs de la haute administration et des institutions où ils ont peu à peu remplacés la traditionnelle élite kémaliste. L'AKP est effectivement présente dans chaque quartier ; ses responsables et militants multiplient les contacts avec la population et communiquent sur les chiffres qui mettent en valeur le bilan des 9 années de pouvoir: ouverture de 3 696 maisons de santé et de 7 303 écoles, construction de 426 483 logements sociaux, raccordement au réseau d'eau potable de 27 578 villages, etc.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan souhaite obtenir un nouveau mandat pour poursuivre le travail commencé sur la Constitution (la rédaction d'une nouvelle Loi fondamentale est en cours). Il veut approfondir la démocratisation de son pays où il voudrait voir instaurer un régime présidentiel, ce qui effraie une partie de la population qui craint de voir la Turquie sombrer dans l'autoritarisme.

L'AKP est arrivé en tête des élections municipales le 30 mars 2009 en recueillant 38,8% des suffrages et remportant 45 chefs-lieux de provinces et 447 districts. Le CHP a obtenu 23,1% des voix 13 chefs-lieux de provinces et 170 districts ; le Parti de l'action nationale a recueilli 16,1% des suffrages (10 chefs-lieux et 129 districts). Si l'AKP est arrivée loin devant ses concurrents,

elle a cependant cessé de progresser.

Le 12 juin prochain, 5 599 candidats issus de l'AKP seront en lice pour les élections législatives. Le parti a organisé des primaires dans 29 provinces. La moitié des parlementaires (146 sur 333) ne seront pas candidats à leur succession, Recep Tayyip Erdogan ayant souhaité à la fois rajeunir et renouveler son parti. Plusieurs ministres seront candidats dans les circonscriptions clés des côtes méditerranéennes où l'AKP enregistre habituellement ses résultats les moins élevés. Le chef du gouvernement espère recueillir 42% des suffrages.

L'opposition a-t-elle une chance ?

Principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple est bien implanté sur la façade ouest du pays, et notamment sur les côtes. Sous la direction de Deniz Baykal, le CHP s'est éloigné de ses origines social-démocrates pour se recentrer. Le style autocratique de l'ancien leader a divisé le parti et aliéné une partie des plus libéraux de ses membres qui ont parfois quitté le parti. Le 22 mai 2010, Kemal Kilicdaroglu a remplacé Deniz Baykal, à la tête du CHP. Le nouveau leader, plus à gauche que son prédécesseur, a un discours différent, se déclarant par exemple favorable au port du foulard, à un dialogue avec Abdullah Ocalan (leader du Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui purge actuellement une peine de prison à vie pour activité terroriste), voire à une amnistie générale des militants du PKK qui accepteraient de déposer les armes. Kemal Kilicdaroglu a également commencé à renouveler le visage de son parti en imposant de nouvelles personnalités. Il en a modifié l'agenda nationaliste et séculier pour recentrer le parti sur de nouveaux enjeux afin de toucher tous les Turcs.

Le CHP doit en effet réussir à découpler conservatisme social et religiosité et renouveler sa vision libérale et pro-occidentale. S'il parvient à se réinventer et donc à symboliser le changement, il pourrait menacer l'AKP et parvenir à pénétrer le centre du pays, et enfin s'imposer comme une réelle force alternative.

Kemal Kilicdaroglu, qui s'est lancé dans une campagne active, a déclaré qu'il démissionnerait en cas d'échec du CHP aux élections législatives. Le CHP présentera 435 personnes au scrutin. Plus des 2/3 des députés sortants (78 sur 112) ont été évincés des listes de candidats.

Le 2 mai dernier, les forces de police ont effectué des perquisitions et arrêté environ 40 personnes soupçonnées de corruption dans des villes dirigées par les partis de l'opposition, notamment Izmir et Kusadasi, située sur la mer Egée. « Cette opération vise principalement à influencer les prochaines élections législatives. Elle rappelle la politique d'oppression et d'intimidation menée depuis quelque temps en Turquie » a déclaré le vice-président du CHP, Alaattin Yuksel.

3e parti de Turquie, le Parti de l'action nationale (MHP), ultranationaliste et d'extrême droite, a longtemps été le parti dominant dans le centre du pays avant de voir ses électeurs le délaissier au profit de l'AKP. Il est menacé par le renouvellement du CHP. Son leader, Devlet Bahçeli, a donc choisi de nommer plusieurs candidats modérés pour conserver ses électeurs et en attirer de nouveaux.

Le « problème » kurde

Le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) est le principal parti kurde de Turquie. Créé en 2008, il est dirigé par Selahattin Demirtas. Il a remplacé le Parti de la société démocratique (DTP) d'Ahmet Türk comme principal représentant politique de la communauté kurde de Turquie qui rassemble 15 millions de personnes, soit 20% de la population totale du pays. Le DTP a été dissous le 12 décembre 2009 après que la Cour constitutionnelle l'eut interdit pour « activités menaçant l'unité indivisible de l'Etat, du pays et de la nation » et liens avec le Parti des travailleurs kurdes». Il se bat depuis 1984 pour la création d'un Etat kurde à cheval sur le nord de l'Irak et le sud de la Turquie. Il a déclaré un cessez-le-feu unilatéral en août 2010 mais en février dernier, il a menacé d'y surseoir affirmant qu'il souhaitait se défendre de façon plus efficace contre les forces de sécurité. Les combats entre le PKK et les forces de sécurité turques ont fait environ 40 000 morts au total dans le pays.

Le Parti pour la paix et la démocratie se présente comme un parti ethnique qui défend les revendications de la communauté kurde, notamment la plus grande autonomie de ses membres, la liberté de représentation et le droit de parler leur langue. En décembre 2002, dès son arrivée au pouvoir, l'AKP a levé l'état d'urgence en place depuis 15 ans, créé une chaîne de télévision

kurde, autorisé les cours privés de langue kurde et les départements d'études kurdes dans certaines universités. Recep Tayyip Erdogan a été le premier leader turc à reconnaître il y a quelques années que l'Etat avait fait des « erreurs » lors de ses précédentes négociations avec les Kurdes. Il a récemment estimé qu'il n'y avait plus de problème kurde en Turquie.

Fin avril dernier, le Conseil suprême des élections a annoncé sa décision d'interdire à 12 candidats de se présenter le 12 juin prochain. Parmi eux, 7 étaient des membres du Parti pour la paix et la démocratie, ce qui a entraîné de nombreuses protestations et des manifestations dans les régions kurdes du pays. Un manifestant a été tué et plusieurs autres blessés par les forces de police au cours d'un rassemblement à Bismil (province de Diyarbakir).

« C'est un grave coup porté contre la démocratie, déjà faible » a dénoncé Selahattin Demirtas, coprésident du Parti pour la paix et la démocratie. « L'éviction des représentants kurdes pourrait conduire à un boycott des élections législatives » a-t-il ajouté. La déclaration d'inéligibilité avait été condamnée par le président de la Grande Assemblée nationale, Mehmet Ali Sahin (AKP), qui avait déclaré : « Cette décision affaiblit la mission du parlement ».

Parmi les candidats interdits figuraient 2 députés du parlement sortant, Sabahat Tuncel et Gultan Kisanak, et Leyla Zana, élue députée en 1991, arrêtée et condamnée à 10 années de prison (1994-2004) « pour collusion avec la rébellion kurde » pour avoir voulu faire sa prestation de serment au Parlement en langue kurde. Elle s'apprêtait à faire son retour sur les bancs de l'assemblée.

Le Conseil suprême des élections est finalement revenu sur sa décision et a autorisé 8 des 12 candidats à concourir, dont 6 des 7 représentants de la communauté kurde. Le Parti pour la paix et la démocratie qui présente 66 candidats au total espère voir 35 d'entre eux être élus au parlement.

Le 30 avril dernier, les forces de police ont arrêté dans plusieurs villes du pays (Istanbul, Diyarbakir, Mersin, Van, Mus, Isparta, Batman, Mardin, Siirt, Adiyaman et la capitale Ankara) 70 personnes qu'elles soupçonnent d'être liées aux unités de self-défense (OSB), structures formées par le PKK qui prendraient directement leurs ordres auprès d'Abdullah Ocalan. Selon les services se-

crets, les membres des unités se sont entraînés durant 3 mois dans des camps du parti interdit dans le nord de l'Irak. Pour les autorités, les 70 personnes arrêtées représentent un danger en ce qu'elles sont susceptibles de créer des troubles durant la campagne électorale.

Le 6 mai, les rebelles kurdes ont revendiqué une attaque meurtrière contre un convoi routier de l'AKP à Kastamonu (nord), où le Premier ministre Erdogan venait de prononcer un discours. Un policier a été tué et un autre blessé. « Cette embuscade a été menée en représailles à la terreur exercée par la police sur le peuple kurde » a déclaré le Parti des travailleurs du Kurdistan. « Ceux qui ont perpétré cet attentat sont des terroristes. Ceux qui ne peuvent résoudre les problèmes lors des élections pensent pouvoir les résoudre ainsi » a affirmé le chef du gouvernement. Enfin, Abdullah Ocalan a, par le biais de ses avocats, menacé le pouvoir en place de « guerre » s'il refuse de négocier après les élections législatives. « Soit un processus de négociations sérieuses commence après le 12 juin, soit ce sera le début d'une grande guerre » a-t-il déclaré.

« Un boycott des élections par le Parti pour la paix et la démocratie serait un revers pour Recep Tayyip Erdoğan » souligne M. Birand, analyste sur la chaîne de télévision Kanal D. « La légitimité des élections serait en cause et le Premier ministre serait très embarrassé car il veut faire la démonstration d'élections démocratiques auxquelles tout le monde participe. Il souhaite prendre des voix au Parti républicain du peuple, donc il mène une politique nationaliste et s'en prend aux Kurdes, accusés de menacer l'unité nationale. Quant au parti pro-kurde, il montre ses muscles et fait la démonstration qu'il défend sa communauté » a-t-il ajouté.

Il existe en Turquie un consensus sur le fait que le « problème » kurde ne peut être réglé par la seule force.

Le système politique turc

Chambre unique du parlement, la Grande Assemblée nationale comprend 550 membres, élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel depuis le référendum constitutionnel du 21 octobre 2007 au sein de 81 provinces. L'âge minimum requis pour être député est de 25 ans, tout parlementaire devant par ailleurs posséder au minimum un niveau d'instruction d'enseignement primaire. La publication du dernier recensement a en-

traîné une redistribution des sièges du parlement. La province d'Istanbul en a ainsi gagné 15, celle de la capitale Ankara 3 et celle d'Izmir 2.

Pour être représenté au Parlement, tout parti politique doit présenter des candidats dans au moins la moitié des provinces du pays et recueillir un minimum de 10% des suffrages exprimés au niveau national. Ce seuil particulièrement élevé de 10% est très préjudiciable aux partis kurdes dont l'électorat est concentré dans l'est de la Turquie. Depuis 2007, ceux-ci contournent cette règle en présentant des candidats indépendants. En janvier 2007, la Cour européenne des droits de l'Homme avait préconisé l'abaissement du seuil de 10% des suffrages exprimés et conseillé l'ouverture de discussions entre les partis politiques sur ce sujet.

Enfin, le Premier ministre turc doit obligatoirement être un élu du parlement.

Actuellement, 3 partis politiques sont représentés à la Grande Assemblée nationale :

- le Parti de la justice et du développement (AKP), du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan créé en 2001 sur les cendres du Parti de la prospérité (Refah) interdit. Au pouvoir depuis 2002, il possède 363 sièges ;
- le Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition et plus vieux parti politique du pays fondé par Mustafa Kemal Atatürk en 1919. Situé au centre gauche et dirigé depuis le 22 mai 2010 par Kemal Kilicdaroglu, il compte 178 députés ;
- le Parti de l'action nationale (MHP), parti ultranationaliste créé en 1969 et dirigé par Devlet Bahçeli, possède 71 sièges.

Le parlement compte également 26 députés indépendants, dont 20 représentent la communauté kurde.

La Grande Assemblée nationale compte 50 femmes, soit 9,1% du total de ses membres, ce qui met la Turquie à la 101e place du classement mondial (173 pays au total) réalisé par l'Union interparlementaire. Au total, 257 femmes sont candidates aux élections législatives du 12 juin prochain : 109 pour le CHP, 78 pour l'AKP, 57 pour le Parti de l'action nationale et 13 pour le Parti pour la paix et la démocratie.

Toutes les enquêtes d'opinion donnent l'AKP en tête des élections législatives. Selon l'institut Genar, il recueillerait 41,7% des suffrages et devancerait le Parti républicain du peuple 25,2% et le Parti de l'action nationale 11,9%.

Rappel des résultats des élections législatives du 22 juillet 2007 en Turquie

Participation : 84,40% (le vote est obligatoire dans le pays)

Partis politiques	Nombre de voix obtenus	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti de la justice et du développement (AKP)	16 340 534	46,66	341
Parti républicain du peuple (CHP)	7 300 234	20,85	112
Parti de l'action nationale (MHP)	5 004 003	14,29	71
Parti démocratique (DP)	1 895 807	5,41	0
Indépendants	1 822 253	5,20	26
Autres	2 654 484	7,59	0

Source : Site internet des élections en Turquie (<http://secim2007.ntvmsnbc.com/default.aspx>)

Le Parti de la justice et du développement (AKP), favori des élections législatives turques à une semaine du scrutin

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le 3 mars dernier, la Grande Assemblée nationale, chambre unique du Parlement, a fixé par 361 voix sur 550 les prochaines élections législatives au 12 juin. Dans une semaine, 50 189 930 Turcs vont donc désigner les 550 membres du Parlement parmi les 7 492 candidats en lice au sein des 85 circonscriptions. Le dernier recensement a entraîné une redistribution des sièges du parlement. 14 circonscriptions ont gagné des sièges et 28 en ont perdu. La province d'Istanbul a ainsi gagné 15 sièges, celles d'Ankara, d'Antalya et de Diyarbakir, 1 et celles d'Izmir et de Gaziantep, 2. En revanche, la circonscription de Mersin en a perdu un.

La campagne électorale est marquée par un scandale sexuel. Au début du mois de mai, le site internet Farkli Ulkücülük (un idéalisme différent, un nom qui renvoie au cœur de la doctrine du Parti de l'action nationale, MHP) a rendu public via le web des vidéos montrant des membres du MHP ayant des relations sexuelles adultères. 5 députés - Osman Cakir, Umit Safak, Mehmet Taytak, Deniz Bolukbasi, Mehmet Ekici et le secrétaire général du MHP, Cihan Pacaci - ont démissionné après la diffusion de ces vidéos. Le parti a reçu plusieurs lettres anonymes menaçant de nouvelles révélations, y compris sur son leader Devlet Bahçeli. Celui-ci a accusé le parti au pouvoir (AKP) d'être derrière cette campagne de dénigrement.

Vers la troisième victoire du Parti de la justice et du développement ?

Le Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan (AKP) a lancé sa campagne à Bayburt, (nord du pays). Favori des enquêtes d'opinion, l'AKP espère atteindre la majorité des 2/3 au Parlement, ce qui lui permettrait de modifier la Constitution sans avoir à passer par un référendum, pour élaborer une nouvelle Loi fondamentale et amener la Turquie vers un régime présidentiel. L'AKP doit sa popularité à sa politique socioéconomique : accroissement du PNB national de 31% depuis 2002, année où il est arrivé au pouvoir ; hausse du revenu par habitant (de 3 000 à 10 000 \$ sur les 9 dernières années), croissance du PIB de 7% en moyenne entre 2003 et 2007 (8,9% en 2010) ; mul-

tiplication par trois des investissements ; baisse de l'inflation (de 30% à 6,4%). Le chômage, qui avait dépassé les 14% en 2009 à la suite de la crise économique internationale, s'établit désormais autour de 11% de la population active. Le gouvernement sortant a également multiplié les programmes d'aide sociale, notamment en matière de santé, de logement, d'énergie.

Recep Tayyip Erdogan a annoncé son projet de construire deux nouvelles villes autour d'Istanbul pour parer à un éventuel séisme (la région est en effet une zone à risques ; en 1999, environ 20 000 personnes ont été tuées lors de deux violents tremblements de terre dans le nord-ouest du pays). « L'objectif de ce projet est de faire face à un sinistre en construisant des zones d'habitation dans des endroits sûrs » a-t-il déclaré. Les deux municipalités seront capables d'accueillir 500 000 personnes sur chaque rive du Bosphore (l'une le long de la mer Noire, l'autre sur la partie asiatique).

Deuxième projet rendu public par Recep Tayyip Erdogan : la construction d'un canal de 50 kilomètres (150 mètres de large et de 25 mètres de profondeur) parallèle au Bosphore et reliant la mer Noire à la mer de Marmara dans le but de soulager le trafic maritime du fleuve. Ce canal « surpassera ceux de Suez et de Panama » d'ici à 2023, année où l'on célébrera le 100^e anniversaire de la République turque fondée par Kemal Atatürk. En visite à Ankara, le Premier ministre sortant a annoncé la construction de deux nouveaux hôpitaux de 7 000 places au total dans les districts de Kecioren/Ellik et de Bilkent, d'un parc national botanique, d'une bibliothèque, d'un centre de recherches, du plus grand zoo du Moyen-Orient, la mise en place de nouveaux moyens de transports entre le district de Kizilay et l'aéroport de la ville et enfin le prolongement des lignes de métro

Recep Tayyip Erdogan, qui a indiqué qu'Ankara aura terminé de payer sa dette au Fonds monétaire international (FMI) en 2013, veut faire de la Turquie l'une des plus grandes économies mondiales d'ici 2023.

Une opposition renouvelée

En février dernier, le Premier ministre sortant affirmait que l'opposition n'avait ni objectif ni projet et avait déjà perdu les élections législatives. « Les partis de l'opposition ont déjà accepté leur défaite et ils cherchent une excuse pour celle-ci » avait déclaré Recep Tayyip Erdogan. Si, à une semaine du scrutin, l'AKP reste le favori des enquêtes d'opinion, il ne devrait cependant pas minimiser le danger que représentent les partis d'opposition, et notamment le Parti républicain du peuple (CHP) qui,

sous l'influence de son nouveau leader Kemal Kilicdaroglu (qui a pris la tête du parti le 22 mai 2010), a évolué ces derniers mois. Le principal parti d'opposition insiste moins souvent sur la menace islamiste que représenterait l'AKP mais dénonce la corruption et l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdogan. Kemal Kilicdaroglu est également présent sur le terrain économique. Il a mis en garde la fragilité qu'entraîne parfois une croissance trop rapide et a mis l'accent sur l'accroissement du déficit public de la Turquie (selon la Banque centrale, celui-ci a plus que doublé en un an pour atteindre record de 9,8 milliards €) et sur la forte dépendance de l'économie du pays aux importations. Kemal Kilicdaroglu a également promis, en cas de victoire de son parti, l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui accordera davantage de libertés aux citoyens, y compris aux Kurdes et à la minorité alevi. Cette dernière, de confession chiite, regroupe entre 10 et 20% de la population turque dont environ un tiers de Kurdes.

L'inconnue kurde

« Pour nous, il n'existe pas de différence entre un Turc et un Kurde » a déclaré le Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan. Pourtant, lors de son meeting à Hakkari, (sud-est du pays), seuls 1000 personnes étaient présentes et les magasins de la ville avaient tous fermé en signe de mécontentement à l'égard des autorités en place. Au même moment un peu plus au sud, Kemal Kilicdaroglu était reçu chaleureusement. Le leader du CHP a promis l'abolition du seuil de 10% des suffrages exprimés (tout parti politique doit présenter des candidats dans au moins la moitié des provinces du pays et recueillir un minimum de 10% des suffrages exprimés au niveau national pour espérer avoir des élus ; ce seuil particulièrement élevé est très préjudiciable aux partis kurdes dont l'électorat est concentré dans l'est de la Turquie), ancienne revendication des Kurdes, et l'établissement d'une commission d'investigation sur les crimes irrésolus qui ont eu lieu dans la région.

« Le Parti républicain du peuple qui n'a jamais reconnu l'enjeu kurde et toujours nié l'identité et la langue kurdes est aujourd'hui main dans la main avec le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) – principal parti kurde de Turquie » a persiflé Recep Tayyip Erdogan. Le ministre d'Etat et vice-Premier ministre Cemil Cicek (AKP) a critiqué Kemal Kilicdaroglu pour avoir assuré qu'en cas de victoire de son parti, les administrations locales kurdes deviendraient autonomes.

« Les deux camps, turc et kurde, ont atteint un certain niveau de maturité et nous sommes arrivés à un point où nous allons

voir si un partenariat est possible et quel sera le futur statut des Kurdes » a déclaré, optimiste, Leyla Zana, députée élue en 1991, arrêtée et condamnée à dix années de prison (1994-2004) « pour collusion avec la rébellion kurde » après avoir voulu faire sa prestation de serment au Parlement en langue kurde.

L'expert Mustafa Oczaan voit dans les récentes actions des séparatistes kurdes une conséquence des révoltes qui ont eu lieu depuis le début de l'année 2011 dans les pays arabes. Selon lui, inspirés par ces événements, le Parti des travailleurs kurdes (PKK), reconnu comme terroriste par l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies et dirigée par Abdullah Ocalan qui purge actuellement une peine de prison à vie pour activité terroriste, fait tout pour que les Kurdes se soulèvent en un mouvement national contre le gouvernement en place. « Après avoir tenté –

en vain – d'apporter une solution démocratique aux problèmes kurdes en 2009, les autorités sont désormais passives et ne font rien de concret » a indiqué Mustafa Oczaan. Selon lui, le pouvoir doit veiller à ne donner aucune raison au PKK de commettre une agression. Des incidents à Hopa fin mai ont fait un mort et un blessé parmi les gardes du corps du Premier ministre après l'attaque du convoi du chef du gouvernement avec des pierres.

Les séparatistes kurdes ont demandé aux autorités en place de cesser les opérations militaires contre le PKK et menacent régulièrement de boycotter les élections législatives du 12 juin.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Konsensus pour le quotidien Haberturk et publiée le 1er juin dernier, l'AKP du Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan recueillerait 48,6% des suffrages. Il devancerait donc le CHP qui obtiendrait 28,3% des voix et le MHP 11,6%.

Le Parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan remporte sa troisième victoire consécutive aux élections législatives turques

Le Parti de la justice et du développement (AKP) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan est arrivé en tête des élections législatives le 12 juin en Turquie. Il a recueilli 49,91% des suffrages et remporté 326 sièges à la Grande Assemblée nationale, chambre unique du parlement, soit -15 par rapport au scrutin législatif du 22 juillet 2007. L'AKP a devancé le Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition dirigé par Kemal Kilicdaroglu, qui a obtenu 25,91% des voix et 112 sièges (+ 23) et le Parti de l'action nationaliste (MHP), parti ultranationaliste de Devlet Bahceli, qui a recueilli 12,99% des suffrages et remporté 53 sièges (- 18). L'AKP a augmenté son nombre de voix mais a obtenu moins de députés que dans la précédente législature en raison du système de vote proportionnel.

Les personnalités, en majorité kurdes, qui se sont présentées en candidats indépendants afin de contourner le seuil des 10% de suffrages obligatoires à l'échelle nationale nécessaire pour qu'un parti entre au Parlement, ont réalisé une percée en obtenant 6,30% des voix et en remportant 36 sièges (+ 10). « Ces députés kurdes pourraient jouer un rôle actif sur les questions liées aux minorités. C'est crucial car si on ne négocie pas avec les Kurdes au Parlement, ceux-ci seront tentés de recourir aux armes » a déclaré le politologue de l'université Galatasaray d'Istanbul, Ahmet Insel.

Pour la première fois depuis une cinquantaine d'années un chrétien membre de l'Eglise syriaque orthodoxe, Erol Dora, qui se présentait en indépendant a été élu député. Enfin, 78 femmes ont été élues, soit +28 par rapport à la précédente législature, mais seulement 14% de l'ensemble des députés!

La participation s'est élevée à 86,70%, soit +2,30 points par rapport à celle enregistrée lors du scrutin législatif du 22 juillet 2007.

RESULTATS

« Une nouvelle fois, la démocratie et la volonté nationale ont gagné » a déclaré le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan à l'annonce des résultats. « Gaza, la Palestine et Jérusalem ont également gagné » a-t-il ajouté, affichant sa sympathie en faveur du monde musulman, et notamment de la cause palestinienne. « Il n'y aura pas de surprise, la question n'est pas de savoir qui va gagner les élections législatives mais quelle sera la majorité dont disposera le Parti de la justice et du développement pour changer la Constitution héritée du coup militaire de 1980 » avait souligné le politologue Soli Özel à la veille du scrutin. « L'enjeu de ces élections législatives n'est pas de savoir qui les gagnera mais si le Parti de la justice et du développement obtiendra une majorité suffisamment solide pour réécrire la Constitution » avait renchéri Sinan Ulgen, chercheur du Centre d'études économiques et de politique étrangère d'Istanbul.

L'AKP a quasiment obtenu la majorité absolue mais a échoué à remporter la majorité des 2/3 (367 députés) indispensable pour modifier la Constitution sans avoir à obtenir l'aval des forces de l'opposition ou de l'opinion publique. Le Premier ministre a également échoué à conquérir les 330 sièges de députés nécessaires pour pouvoir soumettre de sa propre décision à référendum tout amendement à la Constitution.

« Le peuple nous a transmis le message d'élaborer une nouvelle Constitution à travers le consensus et la négociation » a-t-il déclaré promettant qu'il rechercherait « le plus vaste consensus » avec l'opposition et la société civile turques pour « rédiger une nouvelle Constitution, libérale et digne de la Turquie » et que la nouvelle Constitution s'appuierait sur des principes démocratiques et pluralistes. Il s'est engagé à trouver une solution au problème kurde. « Nous allons porter la démocratie à un niveau avancé, élargissant les droits et les libertés. Notre responsabilité a cru, notre humilité a fait de même » a-t-il souligné.

Il désire transformer le système politique de la Turquie en un régime présidentiel (à l'américaine ou à la française). Il souhaite que le président de la République soit élu au suffrage universel direct (il est actuellement désigné par les parlementaires) et doté de pouvoirs étendus. Le chef du gouvernement devra cependant convaincre aussi bien l'opinion publique qu'une partie des membres de l'AKP qui s'oppose de la nécessité de cette réforme.

Le bilan du parti au pouvoir explique en grande partie sa 3e victoire consécutive aux élections législatives: Croissance du PIB de 8,9% en 2010, dette publique de 40% du PIB, accroissement des investissements étrangers, hausse de 20% des échanges, taux de chômage de 10,6% après avoir atteint 15% de la population active au printemps 2009, inflation de 4,3%, PIB par habitant plus que triplé depuis 2001.

Depuis 2002, une nouvelle classe moyenne a émergé et l'AKP, parti des « sans grade », est devenu celui de l'establishment. Le Premier ministre qui a fait campagne avec le slogan « Que la stabilité se poursuive et que la Turquie grandisse », s'est fixé pour objectif de faire entrer le pays dans les dix premières économies mondiales d'ici à 2023, année où Ankara fêtera le 100e anniversaire de la fondation de la République turque par Mustafa Kemal Atatürk. La Turquie connaît cependant certaines difficultés : selon la Banque centrale, son déficit public a plus que doublé en un an pour atteindre le taux record de 9,8 milliards € (8% du PIB), l'économie connaît une forte dépendance de l'économie du pays aux importations et les déséquilibres s'amoncellent au point que les économistes préconisent de réduire la croissance à 5%.

Enfin, la Turquie, qui occupe une position charnière dans un Moyen-Orient en pleine recomposition, est de plus en plus présente sur la scène internationale et notamment autour de la Méditerranée.

Pour le politologue de l'université de Galatasaray d'Istanbul, Ahmet Insel, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a su créer « un bloc d'adhésion des classes moyennes populaires ». « Pour les classes moyennes et populaires, Recep Tayyip Erdogan représente la stabilité économique mais également politique, ce que l'opposition ne semble par en mesure de faire ». a-t-il déclaré, ajoutant : « l'opposition n'est pas crédible aux yeux de la majorité des Turcs car elle n'arrive pas à se positionner comme une alternative susceptible de gouverner sans former une coalition alors que les Turcs ont un mauvais souvenir des gouvernements de coalition des années 1990 ». Si durant les dix dernières années, Recep Tayyip Erdogan n'a jamais eu face à lui d'alternative politique crédible, les choses sont toutefois en train de changer depuis la nomination de Kemal Kilicdaroglu, à la tête du Parti républicain du peuple le 22 mai 2010. La gestion autoritaire du Premier ministre, les atteintes

aux libertés (intolérance grandissante aux critiques et multiplication des attaques contre les médias et des menaces dont ils font l'objet) sont également dénoncées par de plus en plus de Turcs. Ainsi, le Premier ministre a réclamé 2 ans de prison contre Ahmet Altan, directeur du journal Taraf, qui l'a qualifié « d'autocrate ». Plus de 60 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie. « C'est une réalité, pas un fantasme. La société turque est une société où les réflexes autoritaires sont très présents ; du coup, un pouvoir aussi fort que celui du Parti de la justice et du développement connaît un glissement presque naturel vers l'autoritarisme » analyse le politologue Ameth Insel. Enfin, les laïcs turcs craignent qu'un nouveau mandat de Recep Tayyip Erdogan contribue à renforcer encore le rôle de la religion en Turquie. Après deux mandats de l'AKP, le principal problème du pays est indéniablement la faiblesse des contre-pouvoirs.

L'Union européenne a été quasiment absente de la campagne électorale et les négociations entre Ankara et Bruxelles sont au point mort. A ce jour, seuls 13 des 35 chapitres thématiques qui jalonnent le processus d'adhésion ont été ouverts et un seul est clos. Les discussions piétinent en raison du refus d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports à l'île de Chypre et de reconnaître la république de Chypre conformément à ses engagements. Pour la première fois depuis l'ouverture des négociations, aucun chapitre n'a été ouvert durant les six mois de la présidence de l'Union européenne qui s'est achevée le 31 décembre 2010. Selon une enquête d'opinion publiée le 1er juin dernier par l'institut de recherches TESEV, 69% des Turcs sont favorables à l'entrée de leur pays dans l'Union européenne et 26% y sont opposés. 36 % des personnes interrogées considèrent que celle-ci aura lieu dans les dix prochaines années, 13% l'envisagent à plus long terme, 30% pensent que la Turquie ne rejoindra jamais les Vingt-sept et enfin un cinquième des Turcs (21%) disent ne pas avoir d'opinion.

« Je m'attends que la Turquie soit plutôt introvertie dans les années à venir et s'occupe de ses propres problèmes politiques, économiques et sociaux. Le corps politique turc sera happé par le débat sur une nouvelle Constitution, voulue par le Parti de la justice et du développement pour débarrasser le pays d'une Loi fondamentale autoritaire, héritée du coup d'Etat militaire de 1980 »

a indiqué le spécialiste des questions européennes de l'université Bahcesehir d'Istanbul, Cengiz Aktar.

Agé de 57 ans et originaire du quartier populaire Kasimpasa (Istanbul), Recep Tayyip Erdogan a commencé sa carrière politique dans les rangs de la Vue nationale, organisation dirigée par Necmettin Erbakan, avant de suivre ce dernier au Parti islamiste du salut national (MSP) puis au Parti de la prospérité (Refah). Elu maire d'Istanbul en 1994, Recep Tayyip Erdogan est devenu très populaire en améliorant considérablement les conditions de vie des habitants de la ville et en menant une bataille acharnée contre la corruption. Le 6 décembre 1997, il est interdit d'activité politique pour 5 ans par la Cour constitutionnelle de Turquie et condamné à une peine de prison pour « incitation à la haine religieuse » après avoir récité en public quelques vers du poète nationaliste Ziya Gökalp (« Nos mosquées sont nos casernes, nos dômes nos casques, les minarets sont nos baïonnettes et les croyants sont nos soldats »). Il s'éloigne alors de Necmettin Erbakan dont le parti est dissout cette même année par la Cour et fonde, en 2001, le Parti de la justice et du développement qui remporte les élections législatives du 3 novembre 2002. Recep Tayyip Erdogan ne peut toutefois devenir Premier ministre faute d'avoir pu participer au scrutin en raison de sa condamnation à 5 ans d'interdiction d'activité politique (la loi électorale turque exige que le Premier ministre soit également député). Il prendra finalement la tête du gouvernement après avoir remporté un siège de député à Siirt, ville dont sa femme est originaire, lors d'une élection législative partielle le 11 mars 2003. Lors de son premier mandat à la tête du gouvernement, Recep Tayyip Erdogan obtient l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne en 2005. Réélu à son poste le 22 juillet 2007, il poursuit ses réformes et développe l'économie turque. La victoire de l'AKP le 12 juin est donc la 3e consécutive de Recep Tayyip Erdogan, premier leader islamiste parvenu démocratiquement au pouvoir à s'y maintenir aussi longtemps.

Recep Tayyip Erdogan a annoncé que ce mandat à la tête du gouvernement serait son dernier, au nom de la règle qu'il a lui-même instaurée dans son parti, limitant à 3 mandats consécutifs la charge de député. Le leader de l'AKP ne cache cependant pas sa volonté de devenir par la suite le premier président de la République de Turquie élu au suffrage universel.

Résultats des élections législatives du 12 juin 2011 en Turquie

Participation : 86,70% (le vote est obligatoire dans le pays)

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges obtenus
Parti de la justice et du développement (AKP)	21 442 528	49,91	326
Parti républicain du peuple (CHP)	11 131 371	25,91	135
Parti de l'action nationale (MHP)	5 580 415	12,99	53
Indépendants	2 859 170	6,30	36
Autres	1 949 664	4,89	0

Source : <http://www.secimanketi2011.com>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.